



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AUDE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N° 01 - FEVRIER 2018

PUBLIÉ LE 1^{er} FEVRIER 2018

DDTM

- MAJSP

DDTM 66

- DIRECTION

PREFECTURE

- CABINETT/SSI

SOMMAIRE

DDTM

SUEDT-MAJSP

Arrêté préfectoral n° 2018-05 ouverture d'enquête publique relative à l'extension de périmètre et au changement d'objet de l'Association Syndicale Autorisée de la Plaine de Livière à NARBONNE.....1

DDTM 66

DIRECTION

Décision portant délégation de signature pour l'application de l'arrêté préfectoral de délégation de signature du préfet de l'Aude.....5

PREFECTURE

CABINET-SSI

Arrêté préfectoral CAB-SSI-2018-012 fixant la composition de la commission départementale de vidéoprotection.....7

Arrêté préfectoral n° 2018-05
portant ouverture d'enquête publique relative à l'extension de périmètre et au changement d'objet de
l'Association Syndicale Autorisée de la Plaine de Livière à Narbonne

Le préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'Environnement en son chapitre III du titre II du livre 1er,

Vu l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004, modifiée, relative aux associations syndicales de propriétaires, notamment les articles 12, 13 et 37,

Vu le décret n° 2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance susvisée, notamment les articles 67, 68 et 69,

Vu le décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes,

Vu le décret du 24 février 2017 portant nomination de M. Alain THIRION en qualité de préfet de l'Aude à compter du 20 mars 2017,

Vu l'arrêté préfectoral n° DCT-BCI-2017-064 du 20 mars 2017 donnant délégation de signature à monsieur Jean-François DESBOUIS directeur départemental des territoires et de la mer,

Vu la délibération n° 781 de l'assemblée générale de l'ASA de la Plaine de Livière du 27 juin 2016 approuvant à l'unanimité la proposition d'extension de périmètre et le changement d'objet,

Vu la lettre de demande d'extension de périmètre et de changement d'objet que le président de l'ASA de la Plaine de Livière a adressée au directeur départemental des territoires et de la mer, le 25 mars 2017,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-32 du 10 octobre 2017 organisant la consultation des propriétaires des immeubles susceptibles d'être inclus dans le périmètre de l'ASA,

Vu le procès-verbal du 29 novembre 2017, validant les résultats de consultation préalable des propriétaires des immeubles susceptibles d'être inclus dans le périmètre de l'ASA,

Vu la délibération n° 794 du syndicat de l'ASA de la Plaine de Livière du 12 septembre 2017 choisissant le mode de consultation, en sa forme constitutive, de l'assemblée des propriétaires,

Vu le procès-verbal du 16 janvier 2018 validant les résultats de la consultation de l'assemblée des propriétaires, en sa forme constitutive,

Vu la décision n°E17000151/34 du tribunal administratif de Montpellier du 22 août 2017 désignant M Michel NUTTIN en qualité de commissaire enquêteur,

Vu les pièces du dossier d'enquête,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Il sera procédé du mardi 20 février 2018 au mercredi 21 mars 2018 inclus, sur le territoire de la commune de Narbonne à :

1/ une enquête publique relative au projet d'extension du périmètre de l'Association Syndicale Autorisée de la Plaine de Livière,

2/ une enquête publique relative au changement d'objet de l'Association Syndicale Autorisée de la Plaine de Livière.

Au terme de cette enquête conjointe, les décisions pouvant être adoptées sont l'extension du périmètre et le changement d'objet de l'ASA

L'autorité pour prendre ces décisions est le directeur départemental des territoires et de la mer par délégation du préfet de l'Aude

ARTICLE 2 :

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur chargé de conduire cette enquête conjointe M. Michel NUTTIN, cadre commercial Numéricable France (en congé de fin de carrière).

Le commissaire enquêteur recevra, en personne, les observations du public aux jours et heures suivants :

Mairie de Narbonne

- Le mardi 20 février 2018 de 8 h 30 à 11 h 50
- Le vendredi 9 mars 2018 de 14 heures à 18 heures,
- Le mercredi 21 mars 2018 de 8 h 30 à 11 h 50,

ARTICLE 3 :

La mairie de Narbonne est désignée comme siège de l'enquête.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête conjointe sera consultable en mairie de Narbonne et un registre, établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera tenu à la disposition du public afin que chacun puisse consigner ses observations, aux jours et heures habituels d'ouverture au public soit :

du lundi au vendredi de 8h15 à 11h50 et de 14h à 18H

Le dossier d'enquête publique sera mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête et sera consultable sur le site des services de l'État dans l'Aude : <http://www.aude.gouv.fr/>

Un accès gratuit au dossier d'enquête sera également garanti par la mise à disposition du public d'un poste informatique à l'Accueil de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, 105 Boulevard Barbès 11000 CARCASSONNE.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier « papier » d'enquête publique auprès de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude, Mission des Affaires Juridiques et du Suivi des Procédures, dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 4 :

Le public pourra adresser par écrit au commissaire enquêteur à la mairie de Narbonne, place de l'Hôtel de Ville 11100 Narbonne, ses observations pendant le délai de l'enquête ou les consigner sur les registres ouverts à cet effet.

Le public pourra faire parvenir ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête par courrier

électronique à l'adresse suivante : ddtm-direction-majsp@aude.gouv.fr. Elles seront jointes au registre d'enquête dans les meilleurs délais.

Les observations du public sont communicables sous format « papier » aux frais de la personne qui en fait la demande auprès de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude / Mission des Affaires Juridiques et du Suivi des Procédures, pendant toute la durée de l'enquête.

ARTICLE 5 :

Un avis d'ouverture d'enquête publique indiquant les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête publique, le lieu de dépôt des pièces du dossier et des registres destinés à recevoir les observations du public sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux d'annonces légales du département.

L'avis au public sera publié, en outre, par voie d'affiches et par tous autres procédés en usage à la mairie de Narbonne quinze jours avant le début de l'enquête, par les soins du maire.

Il sera également publié, dans les mêmes délais, sur le site des services de l'État dans l'Aude : <http://www.aude.gouv.fr/>

Dans les mêmes conditions de délais et pendant toute la durée de l'enquête, sauf en cas d'impossibilité matérielle justifiée, il sera procédé par les soins de l'ASA de la Plaine de Livière à l'affichage de cet avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.

Notification, par l'ASA, de l'arrêté d'ouverture de l'enquête sera faite à chacun des propriétaires au plus tard dans les 5 (cinq) jours qui suivront le début de l'enquête.

ARTICLE 6 :

Le commissaire enquêteur pourra auditionner toute personne ou service qu'il lui paraîtra utile de consulter pour compléter son information. De même il pourra visiter les lieux concernés.

À l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur transmettra le registre d'enquête avec un rapport contenant ses conclusions motivées et précisant si elles sont favorables ou non au changement de périmètre et au changement d'objet de l'association, à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer / Mission des Affaires Juridiques et du Suivi des Procédures, dans le délai maximum d'un mois à compter de la clôture de l'enquête.

Une copie de ce rapport sera déposée à la mairie de Narbonne.

Ce rapport sera également consultable sur le site des services de l'État dans l'Aude : <http://www.aude.gouv.fr/>

Il sera communicable sous format « papier » aux frais de la personne qui en fait la demande auprès de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude / Mission des Affaires Juridiques et du Suivi des Procédures.

ARTICLE 7 :

Au terme de l'enquête publique, l'extension du périmètre et le changement d'objet seront soumis à l'approbation du directeur départemental des territoires et de la mer qui dispose d'un pouvoir d'appréciation et qui s'appuie, pour le mettre en œuvre, sur les conclusions du commissaire enquêteur.

ARTICLE 8 :

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois suivant sa notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de cette demande).

ARTICLE 9 :

Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer, monsieur le secrétaire général de la préfecture, monsieur le maire de Narbonne, monsieur le commissaire enquêteur et monsieur le président de l'Association Syndicale Autorisée de la Plaine de Livière sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

CARCASSONNE, le 30 JAN. 2018

Pour le Préfet et par délégation,

**Le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer**


Jean-François DESBOUIS

DÉCISION PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE POUR L'APPLICATION DE L'ARRÊTÉ PREFECTORAL DE DÉLÉGATION DE SIGNATURE DU PRÉFET DE L'AUDE

Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

VU

Le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements

L'arrêté préfectoral n°DCT-BCI-2017-138 du Préfet de l'Aude du 1^{er} décembre 2017, donnant délégation de signature à M. Philippe Junquet, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Pyrénées-Orientales

DECIDE

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à Mme Séverine Cathala, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts, directrice départementale adjointe des territoires et de la mer et à M. Xavier Prud'hon, administrateur en chef des affaires maritimes, directeur adjoint délégué à la mer et au littoral pour signer les actes relatifs aux affaires visées par l'article 1° de l'arrêté visé ci-dessus.

ARTICLE 2 : Délégation est donnée à M. Frédéric Berliat, Inspecteur Principal des Affaires Maritimes pour signer les actes relatifs aux affaires visées par l'article 1° alinéa 1 à 9.

ARTICLE 3 : Délégation est donnée à M. Nicolas Rasson, ingénieur Divisionnaire des Travaux Publics de l'Etat, chargé du service Eau et Risques, ainsi qu'aux fonctionnaires désignés pour assurer son intérim, à l'effet de signer, tous arrêtés, avis, décisions, circulaires, correspondances portant sur l'instruction des demandes d'autorisations de transports exceptionnels visées à l'article 1° alinéa 10 et 11 de l'arrêté visé ci-dessus.

ARTICLE 4 : Délégation est donnée à l'effet de signer tous arrêtés, avis, décisions, circulaires, correspondances portant sur l'instruction des demandes d'autorisations de transports exceptionnels et d'instruction des demandes de dérogation à l'arrêté du 2 mars 2015 (interdiction de circulation des véhicules de transports de marchandises à certaines périodes), visées à l'article 1° alinéa 10 et alinéa 11 de l'arrêté visé ci-dessus aux fonctionnaires suivants :

Adresse Postale : 2 rue Jean Richepin - BP 50909 - 66020 PERPIGNAN CEDEX

Téléphone : ☎ +33 (0)4.68.38.12.34

horaires d'ouverture : 8h00-12h00 / 13h30-17h00

Fax : ☎ +33 (0)4.68.38.11.29

Renseignements :

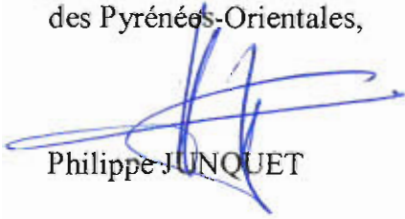
☞ INTERNET : www.pyrenees-orientales.pref.gouv.fr

☞ COURRIEL : ddtm@pyrenees-orientales.gouv.fr

M. Claude Marcerou, technicien supérieur en chef du développement durable, M. Serge Cazard, technicien supérieur en chef du développement durable, Mme Guylaine Jeufrac, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale.

ARTICLE 5: La présente décision sera transmise à la Préfecture de l'Aude pour publication au recueil des actes Administratifs.

Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
des Pyrénées-Orientales,



Philippe JUNQUET



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'AUDE

Préfecture

CABINET

Direction des sécurités
Service de la sécurité intérieure

Affaire suivie par :
Marie RIVIERE

Tél : 04.68.10. 27. 19
marie.riviere@aude.gouv.fr

**ARRETE PREFECTORAL CAB-SSI-2018-012
FIXANT LA COMPOSITION
DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE VIDÉOPROTECTION**

**Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la sécurité intérieure notamment ses articles L.223-1 à L.223.9 et L.251-1 à L. 255-1, ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 23 mars 1998 instituant dans l'Aude la commission départementale de vidéosurveillance ;
- VU** l'arrêté n° 2013119-0006 du 14 mai 2013 fixant la composition de la commission départementale de vidéoprotection ;
- VU** l'arrêté modificatif n° 2014253-0005 du 24 novembre 2014 fixant la composition de la commission départementale de la vidéoprotection ;
- VU** l'arrêté modificatif n° 2017-053 du 5 avril 2017 fixant la composition de la commission départementale de la vidéoprotection ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° DCT-BCI-2017-116 du 1 décembre 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Grégory LECRU, sous- préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aude ;
- SUR** proposition de M. le Sous-Préfet Directeur de cabinet du préfet de l'Aude,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Les membres de la commission départementale de vidéoprotection de l'Aude sont :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Monsieur Claude COZAR, magistrat honoraire du tribunal de grande instance de Carcassonne	Monsieur Nicolas REVELLO, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Carcassonne
Membres : Monsieur Yazid LAREDJ Maire-adjoint de Carcassonne Monsieur Bernard BALLESTER Président de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Aude	Suppléants : Monsieur Raphaël RUIZ Maire-Adjoint de Coursan Monsieur Philippe MARCENAC Membre titulaire de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Aude
Monsieur Jacques PECH Commandant de police à la retraite	

ARTICLE 2 :

Le mandat des membres de la commission départementale de vidéoprotection viendra à expiration dans le délai de trois ans à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 3 :

Les arrêtés préfectoraux n° 2013119-0006 du 14 mai 2013, n° 2014253-0005 du 24 novembre 2014 et n° 2017-053 du 5 avril 2017 sont abrogés.

ARTICLE 4 :

Le Sous-Préfet directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

CARCASSONNE, le 29 janvier 2018

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet Directeur de cabinet



Grégory LECRU